

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

— Décret n° 98-620 du 21 juillet 1998 modifiant le décret n° 96-868 du 3 octobre 1996 relatif à la formation et à l'organisation du Conseil des marchés financiers	675
— Arrêté du 2 juillet 1998 modifiant l'arrêté du 9 février 1988 relatif au registre du commerce et des sociétés	676
V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT	
Conversion du capital en euro : moment, technique de conversion, frais	705
Définition des petites et moyennes entreprises : critères retenus par la Commission des Communautés européennes	706
Conditions applicables à la transmission des entreprises : mesures destinées à faciliter la transmission	707
Société à forme tontinière : conditions de licéité et modalités de fonctionnement	708
VI. — BIBLIOGRAPHIE	
Comptes rendus d'ouvrages	711
Bibliographie thématique : l'euro	713
Actualités bibliographiques	718
Sélections d'ouvrages et de monographies	730
Thèses de doctorat	731
VII. — INFORMATIONS	
Motion votée lors du 94 ^e congrès des notaires de France	733
Projet de réforme de la direction des sociétés anonymes	733

<i>Sociétés en général</i> , société créée de fait (non), projet de société, abandon, CA Versailles, 13 ^e ch., 25 mars 1998	631
<i>Sociétés en général</i> , dissolution, société en cours de liquidation, représentation, gérant nommé tardivement liquidateur, CA Paris, 5 ^e ch. B, 23 avr. 1998	631
<i>Sociétés en général</i> , capital social, perte de la moitié des fonds propres, action en dissolution, demande d'un concurrent, TGI Strasbourg, 12 mars 1998	631

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Règlement CE n° 974-98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro	633
— Loi n° 98-357 du 12 mai 1998 modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au Système européen de banques centrales	640
— Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (extraits)	644
— Décret n° 98-306 du 22 avril 1998 fixant les modalités d'application de l'article 20 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 déc. 1997) relatif au plafonnement de l'exonération des produits des titres non cotés détenus dans un plan d'épargne	665
— Décret n° 98-322 du 23 avril 1998 pris pour l'application de l'article 81 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 déc. 1997) instituant un crédit d'impôt au titre des emplois créés	665
— Décret n° 98-321 du 23 avril 1998 pris pour l'application de l'article 1649 A <i>bis</i> du CGI relatif aux modalités de déclaration des avances remboursables ne portant pas intérêt	665
— Décret n° 98-412 du 28 mai 1998 précisant les modalités d'application de l'article 21 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 déc. 1997) relatif à l'aménagement du régime fiscal des bons ou contrats de capitalisation et des placements de même nature	665
— Décret n° 98-550 du 2 juillet 1998 modifiant le décret n° 84-406 du 30 mai 1984 relatif au registre du commerce et des sociétés et le Code de l'organisation judiciaire	665
— Décret n° 98-551 du 2 juillet 1998 portant harmonisation des dates de dépôt des déclarations fiscales et modifiant les articles 40 A et 49 B de l'annexe III du Code général des impôts	674

VI. — *Droit pénal des sociétés*

- Banqueroute, détournement d'actif, élément matériel, virement pour rembourser des comptes courants créditeurs, atteinte aux droits des créanciers. Société, société par actions, délit de présentation et publication de comptes infidèles, action civile, recevabilité, commissaire à l'exécution du plan, Cass. crim., 27 nov. 1997, note Bernard BOULOC 596
- Sociétés, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, élément matériel, détournement de véhicules et paiement de pièces détachées sans valeur. Sociétés, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, action civile, acquéreur des parts sociales, Cass. crim., 26 févr. 1998, note Bernard BOULOC 604
- Sociétés, société anonyme, actionnaire, défaut de communication de documents sociaux, entrave à la participation aux assemblées (non), abus de confiance, dirigeant social, mandat, cession d'actions (non), Cass. crim., 26 mars 1998, note Bernard BOULOC 609
- Sociétés, société anonyme, abus de biens sociaux, prescription, point de départ, examen des comptes annuels. Sociétés, société anonyme, abus de biens sociaux, action civile, exercice, actionnaire, Cass. crim., 2 avr. 1998, note Bernard BOULOC 614
- Sociétés, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, tentative punissable (non), Cass. crim., 7 avr. 1998, note Bernard BOULOC 624

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 629
- Associations*, membre, exclusion, contrôle judiciaire, droits de la défense, CA Paris, 23^e ch. A, 14 mai 1998 629
- Associations*, administrateur provisoire, désignation, motifs, dysfonctionnement, CA Paris, 1^{re} ch. A, 28 avr. 1998 629
- Bourse*, offre publique de retrait demandée par un actionnaire minoritaire, caractère facultatif pour le CMF, liquidité des titres, CA Paris, 1^{re} ch. H, 7 avr. 1998 630
- Sociétés anonymes*, expertise de gestion, domaine, contrat approuvé par l'assemblée générale des actionnaires, CA Paris, 14^e ch. A, 20 mai 1998 630

TABLE DES MATIÈRES

N° 3-1998

I. — DOCTRINE

- La révocation des dirigeants de sociétés commerciales, par Kibalo ADOM 487
- La responsabilité pénale du commissaire aux comptes. Réflexions à propos des délits de confirmation d'informations mensongères et de non-révélation des faits délictueux, par Nicole STOLOWY ... 521

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Cession de droits sociaux, prix, expert, juge des référés, mission de l'expert, fixation par le juge, prix indéterminable, communication des éléments de nature à permettre la détermination de la valeur des droits sociaux, violation de l'article 1843-4 (non), mission de l'expert, fixation du prix, critère prévu dans l'acte de cession, désignation de l'expert par le juge, substitution du juge aux parties (non), violation de l'article 1592 (non), Cass. com., 10 mars 1998, note Bernard SAINTOURENS 541
- Mandataire social, démission, création d'une société nouvelle, manquement à l'obligation de loyauté, Cass. com., 10 févr. 1998, note Marie-Laure COQUELET 546

II. — Sociétés en nom collectif

- Société en nom collectif, cession de parts, défaut de publication de la cession au registre du commerce, inopposabilité au tiers, action exercée par un créancier contre les cédants, recevabilité (oui), obligation de rechercher si le tiers en avait connaissance (non), Cass. com., 27 janv. 1998, note Philippe DIDIER 556

III. — *Sociétés anonymes*

- Société commerciale, groupe de sociétés, société mère, filiale, engagement, garantie, lettre d'intention, obligation de moyens, inexécution, dette, paiement. Société anonyme, conseil d'administration, autorisation des cautions, avals et garanties, inopposabilité, société mère, filiale, lettre d'intention, réparation du préjudice, lien de causalité, Cass. com., 9 déc. 1997, note Philippe DELEBECQUE 561
- Cumul mandat social et contrat de travail, redressement judiciaire, création d'une société nouvelle par des salariés, redressement judiciaire seconde société, administrateur, contrat de travail, subsistance du contrat de travail, transfert du contrat, Cass. soc., 3 févr. 1998, note Bruno PETIT 566
- Directeur général, cessation des fonctions, révocation, non-respect du principe de la contradiction, dommages-intérêts, Cass. com., 24 févr. 1998, observations Yves GUYON 570

IV. — *Bourses de valeurs (marchés financiers)*

- Marchés financiers, opération de marché, offre publique simplifiée obligatoire, acquisition de la quasi-totalité des titres d'une société étrangère contrôlant une société française cotée à la Bourse de Paris, application de la loi du 2 juillet 1996 à l'acquéreur italien (oui), application du règlement général du CMF (oui), notion de part essentielle des actifs de la société dont les titres sont acquis, article 5-3-7 du règlement général du CMF, CA Paris, 1^{re} ch. H, 13 janv. 1998, note Paul LE CANNU 572

V. — *Redressement judiciaire*

- Dirigeant, obligation de combler l'insuffisance d'actif, montant, causalité partielle, proportionnalité, Cass. com., 17 févr. 1998, note Yves GUYON 580
- Redressement et liquidation judiciaires, sociétés, action en complément d'insuffisance d'actif social, prescription, délai de trois ans, point de départ, Cass. com., 20 janv. 1998, note Adrienne HONORAT ... 583
- Redressement et liquidation judiciaires, SARL, SCI, bail consenti par la SCI à la SARL, mise à la disposition de celle-ci de l'intégralité des actifs, extension du jugement de liquidation judiciaire à la SCI (non), fictivité de la SCI (non), Cass. com., 25 nov. 1997, note Cédric PORTERON 586